

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

VENDREDI 16 SEPTEMBRE 1949

Cinquante-quatrième année. — N° 195

Le numéro : 10 francs

DÉMO-CRASSERIE !

Après avoir été amnistié
le 14 Juillet

MOREAU
réintègre la Bastille !

LA LUTTE POUR LA VIE

LES prix de détail des légumes, du beurre, du lait, des œufs, de la viande, des loyers et des transports montent. Ceux du café, du pain et du sucre vont suivre. Au même rythme que les bénéfices industriels et le chômage. La disproportion est tellement grande entre les moyens d'existence du travailleur et de l'improductif que les directions de TOUTES les centrales syndicales se sont vues obligées de prendre position — ne serait-ce que pour justifier leur présence.

La C.G.T. et son allié chrétien relancent l'histoire des conventions collectives — qui avait fait fiasco dans le premier semestre de l'année — exigent une revalorisation du minimum vital garanti par l'échelle mobile, l'indemnité de 5.000 francs de retour de vacances, plus 1.000 francs par personne à charge, et une allocation de 1.000 autres francs par enfant pour la rentrée des classes.

La C.G.T.F.O., elle, épouse la thèse cégétiste et demande que soient incorporés dans les salaires toutes primes et avantages déjà acquis.

Jusqu'aux Indépendants (?) qui se mettent en branle et qui renchissent sur les revendications de leurs collègues. Ne les voilà-t-il pas partisans de l'attribution à TOUS des 6.250 francs touchés par les employés de la Sécurité Sociale peu avant le départ des congés payés ?

Tout cela pour répondre à l'impatience des travailleurs, pour rassasier les troupes qui les fuient, pour canaliser le mouvement général qui se dessine, pour tenter de s'annexer la victoire possible des prolétaires décidés à la lutte.

Même si les nouvelles revendications sont en contradiction formelle avec ce que réclamaient et obtenaient ces centrales syndicales il y a seulement trois ans.

Les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Il n'y a que la hausse des prix de détail et les trahisons des « guides éclairés » à ne pas s'inflétrir. A tel point que les travailleurs conscients n'ont plus aucune confiance en aucun chef ou préteur tel.

Mais là n'est pas la solution pour résoudre le problème du chômage et du pouvoir d'achat réduit à zéro. Du dégoût pour les jaunes, pour les stipendiés, pour les fâches, ne peut venir le salut si à ce dégoût ne vient se joindre la volonté d'attaque, la volonté de lutte pour que cela change.

Aux mirifiques promesses des bonzes, aux propositions démagogiques des profiteurs de la misère sociale, à l'avalanche de chiffres qu'ils vous lancent tous à la tête et qui vous étouffent, substituez vos solutions progressistes, vos méthodes d'action directe, seules susceptibles de faire plier les genoux aux tenants du régime. Aux petites grèves partielles, tourmentes, limitées, substituez l'action de masses, totale, générale, illimitée, expropriatrice et gestionnaire.

Cette échéance d'octobre 1949 ne doit pas se terminer comme celle des années passées, quoi qu'en pense M. Queuille. Elle doit être le prélude de l'émancipation totale des travailleurs, le prélude du renversement de l'abject système capitaliste.

Fidèles aux traditions révolutionnaires, fidèles à leur passé, les anarchistes seront aux côtés des ouvriers en lutte. Et nous l'appelons, cette lutte, cette sainte révolte. De tout notre être, de toute notre foi. Elle seule est susceptible de rendre au peuple ce qui est au peuple, c'est-à-dire tout. Quant aux capitalistes et à leurs suppôts, s'ils se rebiffent... il y a suffisamment de platanes aux Champs-Elysées pour les rappeler aux justes réalités.



UNE VIEILLE CANAILLE : Gaston MONMOUSSEAU

par Maurice JOYEUX

C'ETAIT en 1934. Réunie salle Huyghens, la C.G.T.U. tenait son dernier congrès.

A la tribune, roulaient des yeux glauques, un orateur tonitrueant, marquant ses périodes par des silences inspirés, au milieu d'une indifférence générale. Le crâne en pain de sucre, la chevelure longue et sale, dernier vestige de son passage dans les groupements libertaires, une moustache tombante qui aurait pu être blanche avec un minimum de soins, Gaston Monmousseau pérorait devant un bureau consterné, parmi lesquels Ramond et Frachon, qui, ayant le congrès dans leur « poche » et se souvenant de ses incartades au Congrès de scission de Tours et de Lille, redoutaient que les rodonnades de cet abruti renforcent l'opposition.

Nous étions là quelques jeunes militants de la fraction révolutionnaire à contempler ce personnage que nous ne connaissions alors qu'à travers la triste réputation que lui avait valu son attitude équivocée lors de la grève des cheminots de 1921.

Il revenait d'un de ses voyages en Russie, où il jouait auprès des pauvres types de corvée de délégation au « paradis soviétique », le rôle de bonimenteur, voire de mouchard.

Pour mieux marquer sa servitude,

L'épuration en zone d'occupation russe

On sait que le pays du socialisme (lire URSS) a détruit dans sa zone d'occupation jusqu'aux dernières racines du fascisme et du militarisme allemand », affirme Etienne Fajon dans *l'Humanité* du 8 septembre dernier. Voyez plutôt : « Deux au moins des dirigeants de la police en zone russe sont d'anciens généraux de la Wehrmacht : le major général Hans Wulz et le major général von Weech. Le général Vincens von Mueller est devenu secrétaire général du parti national-démocrate... D'autre part, un groupe de généraux allemands, dont Latmann, Freitag, Olex et Heinemann, rapatriés de Russie, sont arrivés à Berlin le 29 août, et les autorités soviétiques doivent leur confier des fonctions en vue sans doute d'accroître les effectifs de la police et de propager les mots d'ordre du Front national (1). »

Le galérien oriental porte le carcan, avec juste ce qu'il faut de suffisance pour souligner l'infamie de sa servitude ».

Quinze années sont passées. Gaston Monmousseau en est resté aux fonctions subalternes où sa médiocrité le confinait. Secrétaire anodin de la C.G.T. qui emploie le moins possible ce pitre

(Suite page 2, col. 2.)

me le galérien oriental porte le carcan, avec juste ce qu'il faut de suffisance pour souligner l'infamie de sa servitude ».

Quinze années sont passées. Gaston Monmousseau en est resté aux fonctions subalternes où sa médiocrité le confinait. Secrétaire anodin de la C.G.T. qui emploie le moins possible ce pitre

« L'animal, il porte sa livrée com-

(1) Extrait du rapport des autorités anglaises d'occupation, envoyé à Londres en fin d'enquête.

Jean GERARD.



En Espagne, c'est la famine. Les travailleurs à la recherche de pourriture font la « queue » aux portes des casernes, dans l'attente de possibles distributions des restes.

(Cliché « Franc-Tireur ».)

des grands mouvements de troupes, de grand rassemblement de « maquisards », n'en n'est que plus terriblement efficace. Divisés en multiples groupes mobiles opérant avec rapidité, ils ont depuis février multiplié les sabotages, les exécutions, les at-

tentats contre les édifices publics, les banques, etc.

Des précisions, en voilà, pour l'édification de l'envoyé spécial sourd et aveugle du journal « Combat ».

Depuis février, à Barcelone, pas de semaine sans que l'action de nos camarades sème la panique parmi les autorités franquistes.

Le 19 août a marqué le point culminant de cette série d'actions, concentrées et organisées avec une minutie remarquable.

A l'aube, un groupe de la F.A.I. a attaqué le parc de la Caupsa, rue Sepulveda. Après un rapide combat, les gardes ont été désarmés, 50 camions citernes, ravitaillants des transports catalans, ont été incendiés. Avant que la police ait réagi, vers midi, un autre groupe faisait sauter le Palais de Justice. Quelques instants après, des bombes incendiaires étaient projetées dans la mairie.

Alors que la police était affolée par la multiplicité de ces attaques, des

guérilleros catalans, les groupes d'ustines andalous, les maquisards de la Castille sont le nœtre.

En répandant la vérité, en démasquant les tartuffes, nous contribuons à rompre l'isolement « savant » dont on veut les entourer. Mais notre solidarité doit être plus efficace. Il faut de nouveau poser le problème de l'Espagne. En répandant l'épopée héroïque qu'écrivent là-bas nos camarades de la F.A.I., nous contribueront à réveiller pour eux un enthousiasme qui n'aurait jamais dû flétrir.

MONTLUC.

A Budapest, les renégats socialistes paient

Le procès de Budapest n'apportera rien de nouveau à ce que nous connaissons déjà si ce n'était la fusion avec les « frères communistes ».

Qui ne se souvient de l'air de supériorité avec laquelle ces jobards et leurs acolytes, à des générals, à des comparés moins reluisants, accusés de trotskisme, de tilitisme, d'espionnage à la solde d'une nation étrangère, de la fécondité de l'unité enfin reconstruite.

Aujourd'hui, leur tâche de liquidation de la sociale-démocratie accomplie, leurs partenaires décidés à jeter seuls des avantages du pouvoir, les liquident à leur tour.

On peut penser, qu'après tout, ces hommes regoivent le salaire de leur reniement et que leur complicité antérieure avec leurs bourreaux d'aujourd'hui nous dispense de tout apitoiement sur leur sort présent.

On voudrait surtout croire que leur juste mais prévisible destin ouvrira les yeux de ceux qui, dans les démocraties occidentales, brûlent de s'engager sur leurs traces.

N'y croyons pas de trop. Il semble bien que chez nous ni les Guignebert, ni les Bioncourt, ni les Fourrier ne tirent les leçons qui s'imposent de ce procès monstrueux.

Ceux-ci ne se font pas d'illusions sur la valeur morale des Staliniens français. Accouquinés à eux pour des fins électoralistes, ils n'ont accompli ce marché que parce qu'ils espéraient bien que ce parti, susceptible de leur apporter une base de masse qui leur manque, ne viendra jamais au pouvoir. Si leurs calculs s'avèrent faux et après un passage rapide aux horreurs, ils ne tarderaient pas à leur tour de mesurer la « solidité » de l'amitié de leurs complices.

Le procès de Budapest, copie servile de ceux de Moscou, offre du moins l'intérêt de voir les Judas empocher leurs 30 deniers.

VANCI.

Jean-Bernard MOREAU

MOREAU fut condamné, le 5 mai 1949, à un an de prison par le Tribunal de Paris pour refus d'obéissance, car Moreau est objecteur de conscience. Libéré le 20 juillet dernier, sans doute par erreur, car le délit de ne pas vouloir tuer légalement est de taille, il y vient d'être arrêté de nouveau à Vercheny où il s'employait à la reconstruction d'un village détruit et à la rééducation d'enfants abandonnés. Interrogé, J.-B. Moreau s'est à nouveau refusé à porter la lourde charge de l'accusation.

Moreau n'est pas anarchiste, c'est un chrétien qui met en pratique les principes que les religieux lui ont inculqués : « Point ne tueras ». Mais pour nous Moreau est avant tout un homme, un homme que rebute l'apprentissage de la boucherie humaine comme il en faudrait beaucoup pour faire comprendre à ceux qui conçoivent que les masses ne veulent plus ni de la guerre, ni de l'armée, mais bien la fraternité humaine et le bonheur dans la liberté.

Libérez Moreau ! Libérez tous les objecteurs de conscience !

LES RÉFLEXES DU PASSANT



SIMPLE PROPOS

lède, ce qui n'est pas peu dire! Voilà aussi qui m'oblige à paraphraser cette sublime envolée de patriotisme immuable :

Avec quel visage la France va-t-elle entrer dans l'Europe en fermentation? Avec sa grande figure traditionnelle de précepteur à longon, sa magnifique traîne garnie de scalps d'Indochinois et de pompons en forme de matraque?

Cela n'a aucune importance, doit se dire Churchill!

Et selon la France, grâce à sa figure de filfendra le flot des recalcitrants ou bien se verra tirer par les autres comme une brouette à la godille.

Retrouveras-tu tes nautoniers, ô! France des immortels principes et des vingt-deux mardouais? O! France des soûls d'Austerlitz et des économiques faibles France des plus-de-vin, France des Bir-Hakeim, des lessiveuses, du minimum vital, des Gouin, des Joannès, France de la Cour des Comptes, le monde t'attend! Au tourant! Et, avec lui, les Français de bonne race, c'est-à-dire, les généraux, les ministres, les députés et les gendarmes. Quant aux autres, les bâtarde, n'auront qu'à se suivre, ô Nation-guide! et mourir en bons Européens, les Français de bonne race devant être conservés pour la reproduction de l'espèce et la pérennité des dividendes.

OLIVE.

Une vieille canaille :
Gaston MONMOUSSEAU

(Suite de la première page)

voyant et marqué, il occupe ses loisirs à la rédaction de la feuille communiste la plus « imposée » et la moins lue, « La Vie Ouvrière », où il accomplit, avec la légèreté du porcneau dans un potager, les besognes de provocation et de calomnie qui lui dicte l'officine qui le solde.

On doit convenir que cette semaine, cette vieille canaille s'est particulièrement distinguée. Se recommandant d'une « jeunesse individualiste-anarchiste » (?) et comptant sur cet alibi pour échapper au châtiment, le drôle se livre sur notre Mouvement Libertaire et sur quelques-uns de nos camarades aujourd'hui décédés (Sébastien Faure entre autres) dont la vie fut tout entière consacrée au service de la justice sociale, aux plus basses calomnies.

Ce grotesque agent de l'impérialisme le plus bestial oublie qu'il appartient à la direction d'un parti depuis 1922, et que depuis cette époque, de l'aveu même de ce parti, cette direction a constamment été frappée de fascis, de provocateurs et d'Hégel.

Un provocateur Frossard, le premier de ses complices en 1921 ; Un fasciste Paul Marion, à la direction du parti en 1924 ;

Une crapule Doriot, au bureau politique de 1925 à 1932 ; Des fils Celor, Joly et leurs amis au secrétariat du parti en 1930 ; Appointé par la préfecture, Gitton, secrétaire du parti pendant 6 ans et responsable, ce qui est un comble, du parti illégal à la veille de la guerre ; Et Bour, secrétaire de la Fédération du Bâtiment, et Barbu et... d'autres, beaucoup d'autres, dénoncés après coup par l'« Humanité » elle-même ; les colonnes de notre « Libertaire » ne suffiraient pas à les citer tous. Et comme si cela ne suffisait pas, les syndicats et le parti de notre bonhomme ont décidé de ne plus faire de détail et aujourd'hui, c'est la majorité des fils de France qui sont rentrés dans leurs rangs.

Moumousseau, lui, s'est maintenu. Il existe une excellente raison à cela, Moumousseau est l'homme de Moscou. — Oh ! n'allez surtout pas le pla-

LES ENTRETIENS
DE WASHINGTON

Une bonne semaine de négociations entre ministres des Finances, un remue-ménage de tous les diables en Bourse et en Angleterre, une campagne ultra poussée contre la possible dévaluation de la livre — ce qui entraînerait celle des monnaies occidentales — pour aboutir à un cul de sac : tel est le bilan actuel des entretiens de Washington.

Et il ne pouvait en être autrement. La grave crise tant sociale que monétaire qui traverse l'Angleterre, l'appauvrissement général des nations secouées dès le lendemain de la Libération, le pouvoir d'achat sans cesse amenuisé des populations soumises à la dictature de l'or, sont les caractéristiques mêmes de l'échec d'un système. M. Robert Marjolin, secrétaire général de l'O.E.C.E., n'a pas hésité à reconnaître l'échec du Plan Marshall et la nécessité de reprendre la comptabilité des nations atlantiques à zéro sous peine de voir le bloc si péniblement construit se désagréger rapidement.

Le problème pose relève de la monnaie et de ce que celle-ci représente dans chacun des pays intéressés : l'encaisse-or et les possibilités de production des nations servant de garantie pour sa validité. Or, force nous est de constater qu'il n'y a plus qu'un pays au monde qui puisse garantir sa monnaie par une encasement métallique confortable : les U.S.A. Garantis ou qui se double d'une capacité de production in-

par NORMANDY

tense et inégalée jusqu'à ce jour. Toutes les autres nations ayant versé leur or aux fournisseurs américains pendant la guerre 39-45, ayant subi les dépréciations et les destructions que l'on sait, sont dans l'incapacité totale de concurrencer leur puissante taille, donc d'équilibrer leurs balances commerciales. Aux commandes nécessaires passées aux U.S.A., les industriels et paysans des Etats appauvris ne peuvent répondre par leurs exportations. Leur matériel trop vieux, son insuffisance en rendement, sa rareté, les charges assumées par les gouvernements imbues d'une gloire passée et guidés par la toute-puissante secte des profiteurs, font que les prix de revient de ces nations dépassent de loin ceux de la riche Amérique. Toutes les injections de dollars faites par les bons Samaritains, aussi fréquentes soient-elles, n'y changent rien.

Hormis quelques articles que ne possèdent pas ces nababs, les pays européens ne peuvent rien placer chez leur unique concurrent, celui fabriquant de tout, plus et pour moins cher. D'où le chômage et l'écrasement du pouvoir d'achat tant aux U.S.A. qu'en Europe, les premiers ne pouvant écouter toute leur production, les seconds ne pouvant lutter contre l'enrichissement de leurs marchés intérieurs par les produits américains moins chers.

Comment donc résoudre le problème? Comment rétablir même d'une façon factice l'équilibre entre les monnaies? Comment justifier aux regards des électeurs yankees ces ponctions rituelles dans les réserves de l'Etat? Comment ne pas froisser les susceptibilités nationales tout en faisant main basse sur l'économie de chacune des nations secouées? Comment opérer pour que la crise sociale générale ne se transforme pas rapidement en conflit révolutionnaire? Tels étaient les dilemmes, les questions posées aux ministres des Finances convoqués à Washington par M. Snyder. Celui-ci a également demandé une remise à jour des cours des monnaies, en l'occurrence une révalorisation du dollar par rapport à la livre. Sir Stafford Crisp a refusé, la dévaluation de la livre entraînant obligatoirement un renchérissement de la vie en Angleterre et risquant de ce fait de compromettre et le plan travailliste et le sort de ces mêmes travailleurs lors des prochaines élections. Il fallut donc se rabattre sur des expédiés. Les U.S.A. permettront donc à la Grande-Bretagne de vendre et d'acheter avec des dollars Marshall en dehors de la zone dollar. Ils prendront vraisemblablement en charge, à part, l'entretien des bases stratégiques anglaises de l'Atlantique (comme pendant la guerre, de 1941 à 1945). Ils réduiront certaines de leurs productions pour laisser le champ libre aux denrées anglaises correspondantes. En revanche, et c'est le fait le plus important, ils investiront des capitaux en France, en Afrique, en Angleterre, ce qui provoquera une réduction des prêts du Trésor américain retourné en l'occurrence par les banques privées et la mise en tutelle définitive des capitalistes du monde occidental par le pionnier Dimitrov.

Les travailleurs tout de même auront tort d'oublier tout à fait ce pourvoeuvre de camps de concentration, ce mouchard, ce calomniateur qui, depuis 30 ans, vit à leurs crochets. L'animal est vil, il peut être dangereux, et au soir de la transformation sociale, il serait peut-être bon de placer ce gibier de tribal révolutionnaire hors d'état de nuire.

Maurice JOYEUX.

En un mot, nous repoussons toute législation, toute autorité et toute influence privilégiée, patentée officielle et légale, même sorte du suffrage universel, vaincu qu'elle ne pourra tourner jamais qu'au profit d'une minorité dominante et exploitante contre les intérêts de l'immense majorité asservie. Voilà dans quel sens nous sommes réellement des anarchistes.

BAKOUNINE.

Ceux qui s'en vont

On nous annonce de Béziers, la mort accidentelle de notre bon camarade Léon Joseph.

Malgré sa jeunesse, il n'avait que 20 ans, celui-ci ne laissera que des regrets dans tous les mouvements ou militait : Fédération Anarchiste, G.N.T., Mouvement des Jeunesse.

BAKOUNINE.

Cercle libertaire des étudiants (C.L.E.). — Siège social : Maison des Sociétés Savantes, 28, rue Serpente, Paris (6^e). Réunion publique de rentrée, au siège social, le jeudi 6 octobre, à 20 h. 45 (voir tableau des salles).

Causerie historique par A. Prunier : « Comment Hitler prit l'Allemagne. L'incendiaire Van der Lubbe et le pionnier Dimitrov »,

2^e REGION

Groupe d'Etudes Sociales « Pax »

Il est rappelé aux camarades, amis, sympathisants et lecteurs du « Libertaire » que le groupe Paris XV^e reprendra ses activités aux jours et horaires habituels, 1^{er} et 3^{er} juillet de chaque mois. Dans le local du P.S. du 15^e, 31, rue du Général-Beuret, métro : Vaugirard.

Première réunion exceptionnelle, 22 septembre, 20 h. 45. Reprise de contact.

Création du Bureau du Secrétariat.

Groupe Louise-Michel (18^e). — Réunion du Groupe jeudi 22 septembre, à 20 h. 30, 18, rue Léon (sous-sol de l'Olympic). Présence indispensable de tous.

Groupe de Livry-Gargan. — Le cycle des réunions du groupe reprendra le lundi 12 septembre, à 21 heures.

Salle municipale « Joseph-Noize ». Entrée dans le Stade C.S.M.L.G. Autobus 147, arrêt : Mairie.

Les sympathisants sont cordialement invités.

Réunions tous les deuxièmes et quatrièmes lundis.

3^e REGION

Pour tout ce qui concerne la 3^e Région, se mettre en communication avec E. Mazeau, 2, impasse de la Lune, à Strasbourg, et pour la trésorerie, avec : Charles Offer, 6, Cité Spach, à Strasbourg (C.C.P. 87.505).

Groupe d'Etudes Sociales « Pax »

Il est rappelé aux camarades, amis, sympathisants et lecteurs du « Libertaire » que le groupe Paris XV^e reprendra ses activités aux jours et horaires habituels, 1^{er} et 3^{er} juillet de chaque mois. Dans le local du P.S. du 15^e, 31, rue du Général-Beuret, métro : Vaugirard.

Première réunion exceptionnelle, 22 septembre, 20 h. 45. Reprise de contact.

Création du Bureau du Secrétariat.

Groupe Louise-Michel (18^e). — Réunion du Groupe jeudi 22 septembre, à 20 h. 30, au siège, café du Bon Accueil, 71, rue de Bonnel, angle Boileau. Ordre du jour très important.

Libre Examen - Groupe de Vaise. — Samedi 24 septembre, à 16 h. 1/2, au siège, café du Bon Accueil, 71, rue de Bonnel, angle Boileau.

Débat public sur la non-possibilité et possibilités actuelles de la gestion directe ouvrière des moyens de production. Cordiale invitation à tous.

Grenoble. — Après un court moment de relâchement dû aux congés, le groupe repart. Il se réunit tous les vendredis, hôtel de l'Oisans, 11, rue du Vieux-Temple, Grenoble. Une per-

Les charbons du « Libertaire »

Désignation	par 500 kgs	par 1.000 kgs	par 2.000 kgs (la tonne)
1/4 GRAS OU MAIGRE :			
Galetta 50/50	4.710 »	9.302 »	9.178 »
Noix 30/50	4.790 »	9.466 »	9.343 »
1/2 GRAS :			
Galetta 50/50	4.400 »	8.687 »	8.564 »
Noix 30/50	4.490 »	8.851 »	8.728 »
BOULES D'ANTHRACITE :			
Galetta et concassé 20/40, 40-60	4.500 »	9.000 »	8.750 »
COKE METALLURGIQUE			
Calib. et concassé 20/40, 40-60	4.230 »	8.338 »	8.215 »
COKE DE GAZ			
Calibré	3.600 »	7.107 »	7.005 »
ANTHRACITES (PAYS DE GALLES)			
PREMIER CHOIX			
Galetta et concassé 20/40	5.760 »	11.334 »	11.282 »
Noix et noisette 20/50 et 20/60	5.800 »	11.487 »	11.384 »
DEUXIÈME CHOIX			
Galetta 50/120	5.390 »	10.646 »	10.533 »
Noix et noisette 20/80 et 20/60	5.480 »	10.820 »	10.718 »
ANTHRACITE RUHR OU BELGIQUE			
Galetta 50/50	5.580 »	11.035 »	10.923 »
Noix et noisette 20/80 et 20/50	5.600 »	11.200 »	11.087 »
FLAMBANTS			
Galetta 50/50. Nolset, 35/50	3.960 »	7.805 »	7.702 »

Ces prix s'entendent TOUTES TAXES COMPRIS

Les commandes sont reçues au « Libertaire », 145, quai de Valmy, Paris-10^e.

LIVRAISON minima : 500 kgs pour PARIS et PROCHE BANLIEUE

1.000 kgs POUR LES AUTRES COMMUNES DE LA BANLIEUE

LES COMMANDES SONT REGLEES A LA LIVRAISON

Bâtim. de prix valable jusqu'au 1^{er} octobre



A LA MANIERE DE...

La presse de Sofia rapporte que les soldats « rebelles » grecs qui franchissent la frontière bulgare pour trouver refuge devant la poussée des « gouvernementaux » sont immédiatement désarmés et conduits à l'intérieur du pays.

En Albanie les formalités sont identiques. Les soldats grecs qui passent la frontière sont, d'après le Ministre de la Défense nationale d'Albanie, désarmés et envoyés dans des camps de concentration...

Daladier aurait-il fait école dans les démocraties populaires?

MONDANITES

Le 8 septembre ont été célébrées à Notre-Dame, les obsèques du brigadier Neufcourt abattu par les gangsters.

Etaient présents MM. Jules Moch, Roger Léonard, Pierre de Gaulle, le gouverneur militaire de Paris.

George VI et le président Truman pris par leurs tâches respectives n'avaient pu se déplacer.

Y A D'LA JOIE

Il suffirait pour tuer la population du globe de deux cents grammes d'une substance bio-ogique distribuée d'une certaine manière, a déclaré le docteur Brock Chisholm, directeur général de l'organisation mondiale de la Santé (sic), devant les membres de l'Union des Organisations pour la Paix, réunis à Saint-Cergue (Suisse).

« Tout pays qui possè

LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

PROPOS D'UN BÉOTIEN ALLEMAGNE 49⁽²⁾

Henri Rochefort écrivait dans sa « Lanterne » à la fin du Second Empire : « La France a trente-six millions de sujets, sans compter ceux de mécontentement ». Nul ne chicanera la valeur de la citation et nous admettrons que ces temps lointains sont heureusement révolus.

Nous sommes, de nos jours, parfaitement heureux de notre sort. Dans un pays vaillamment « libéré », quiconque peut, à présent, s'exprimer librement, affirmer son opinion et, comme le disait fort spirituellement Charles Rappoport, la partager ; quitte à payer l'amende dans le cas où l'avocé émis ne coïnciderait pas exactement avec celui professé par le Gouvernement au pouvoir.

Il y a, bien sûr, encore quelques formalités agaçantes : ainsi, payer, de-ci-de-là, de menus impôts, acquitter des taxes, locales ou non, se soumettre à la dîme qui frappe chaque objet, chaque denrée ; mais qu'est cela au regard de la satisfaction que chacun d'entre nous ressent lorsqu'il constate que grâce à son effort, à sa docilité, l'Etat peut se payer le luxe de dépenser la bagatelle d'un milliard et demi chaque jour.

Sans doute existe-t-il des mauvais coucheurs qui estiment que la reconstruction s'effectue au ralenti, que les salaires ne sont pas au prorata du coût de la vie, que trop souvent des scandales éclatent, scandales de tout genre et de tout acabit. Mais ce sont là des grincheux qui ne se contentent pas d'admirer les exploits de Coppi ou de Robic, gens qui n'ont fait mettre au pas et, grâce à la S.F.I.O., nous avons pour ce faire, M. Jules Moch et ses C.R.S.

Il existe pourtant une catégorie de paroissiens irréductibles, au caractère particulièrement pernicieux, et qui n'ont pas l'air, mais pas du tout, d'apprécier à sa juste valeur la sollicitude dont font preuve nos gouvernements à leur égard.

Ce sont de petits hommes, à la peau jaune, aux pommettes saillantes, aux yeux bridés et qui ont pour signe particulier de croire encore à cette balancoire : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. On ne saurait être plus mauvais plaignants.

Loin d'être satisfaits du don de sa personne que vient de leur faire un certain Bao Dai, ils gardent une rançune tenace à leurs « protecteurs », ce qui est vraiment le comble de l'ingratitudine. L'un d'eux que j'eus l'occasion de rencontrer, m'a démontré sans conteste qu'à l'encontre de certain peuple, ils n'ont point la mémoire courte.

Voici ce qu'il m'a raconté : « C'était en 1931 ; le 29 mai pour

LA DÉMOCRATIE ISRAELIENNE

Nous extrayons du bulletin quotidien édité par le Service israélien d'information (15 juillet 1949), le document suivant, paru sous le titre « Pour la défense et la sécurité du territoire » :

« La loi sur les pouvoirs exceptionnels accordés au gouvernement pour la défense et la sécurité a été adoptée en première lecture mardi soir par la Knesset (Parlement) à une majorité de 8 voix. Le projet de loi avait été déposé par M. Rosenbluth, ministre de la Justice.

« Ce projet de loi est destiné à abroger les ordonnances promulguées par la puissance mandataire en 1945, tout en conservant certaines de leurs dispositions sous une nouvelle forme.

« Dans son essence, la loi en question prévoit des restrictions sur les libertés personnelles et l'entrée en vigueur de mesures de sécurité ainsi que l'institution de la censure militaire pour la période que la « Knesset » aurait proclamée « période d'exception ». Le projet de loi pose en principe qu'une action de ce genre ne peut être entreprise que si les autorités compétentes sont convaincues que ces mesures sont impératives pour la défense de l'Etat, la sécurité publique ou le maintien du ravitaillage et des services essentiels.

« Le ministre de la Défense reçoit le pouvoir de désigner des officiers compétents qui pourront ordonner la détention d'une personne quelconque. Le ministre de la Justice nommera des Commissions d'appel qui examineront le cas des personnes arrêtées. Les détenus pourront être écourcis sept jours sans que soient formulées contre eux des charges d'accusation, ou quatorze jours avant de comparître devant une commission d'appel. Les détentions pourront être révisées chaque mois. Les agents de police ou les agents de police militaire pourront mettre en état de détention toute personne suspecte, et les prisonniers de cette catégorie pourront être détenus 48 heures sans l'approbation des autorités compétentes. Les officiers compétents pourront limiter la liberté des individus en restreignant leurs déplacements, en coupant les lignes téléphoniques et en confisquant le courrier. Les personnes qui n'auraient pas la citoyenneté israélienne pourraient être déportées.

« Dans le cadre des mesures de sécurité, les officiers de sécurité ont le pouvoir d'ordonner les évacuations et de prendre des précautions pour éviter le sabotage.

« Au sujet de la censure, le projet de loi contient une clause suivante laquelle il est possible de faire appeler auprès d'un comité nommé par le ministère de la Justice. Les mesures punitives ne peuvent être imposées aux contrevenants que par des tribunaux civils. »

Des commentaires seraient inutiles.

être précis. Un sergent de la Légion étrangère nommé Layon, va rejoindre un nouveau poste dans la brousse. Chemin faisant, il aperçoit, aux abords d'un autre poste, un Annamite ligoté à un arbre par le poste de garde et tenant dans ses mains liées, la tête d'un autre Annamite que l'on suit plus tard avoir été exécuté pour s'être rendu coupable

par le Docteur HELLAS

du port d'un drapeau lors d'une manifestation. Layon tire son revolver et l'homme attaché. Puis il reprend sa route.

Arrivé à destination, il trouve huit Annamites détenus à la prison sans qu'un enquête ai pu jamais préciser pourquoi. Accompagné du chef de poste, le sergent légionnaire Von Bargen, Layon pénètre dans une cellule et fait sortir l'un des prisonniers. Von Bargen lui loge plusieurs balles dans le corps ; puis les légionnaires sont invités à frapper tous les détenus à coup de manche de pieux ou de nerf de bœuf. Ensuite, on va dîner.

Durant le repas, des coups de feu éclatent. C'est Von Bargen qui se fait la main sur deux Annamites qu'il a extirrés de leur cellule. Survient à ce moment un indigène qui, ayant vendu des œufs au poste, en vient à réclamer le montant. Un légionnaire le paie d'un coup de baïonnette dans le cou, tandis qu'autre l'assomme à coups de crosse.

Le reste du poste accourt et lui casse des bouteilles sur la tête. Après cet exploit, son corps est jeté dans un ca-

mion ; on y adjoint les huit prisonniers et la voiture démarre.

Peu après le départ, premier arrêt. Le sergent Layon donne l'ordre à des prisonniers de descendre et les tue à bout portant. On repart. Plusieurs fois le camion s'arrête et la scène se renouvelle. Son revolver s'étant enrayé, Layon fait exécuter le dernier prisonnier par le légionnaire Le Gallie, à coups de mousqueton. Au passage d'une rivière, le camion est lavé pour faire disparaître toute trace suspecte puis, un tir nourri sur la voiture simule les dégâts provoqués par une attaque communiste.

Au tribunal où ces assassins comparaissent, le commandant Lambert affirme, en l'approuvant, que l'ordre confidentiel numéro 280 prescrivait d'agir ainsi avec les prisonniers et que le gouverneur intérimaire Robin avait donné des instructions verbales pour que l'on en tue le plus possible.

En foi de quoi les légionnaires furent acquittés et purent reprendre le cours de leurs exploits.

L'exactitude des faits n'est pas niable. J'ai lu personnellement le compte rendu du procès et il me serait facile de relater mille drames de ce genre depuis les quelque soixante ans que les Français séjournent en Indochine.

Convenez que, dans ces conditions, il est des plus raisonnables de consacrer chaque jour, sur le budget, quelques millions de nos francs Petche pour assurer « l'ordre » là-bas. Nous aurions mauvaise grâce à nous y refuser.

Ces jaunes, après tout, n'ont qu'à faire preuve d'annélie puisqu'il est entendu qu'il n'y a que les résistants — en France — qui aient le droit de se souvenir des bontés de la Gestapo.

Le succès de la réaction national-socialiste a été assuré non seulement par la démagogie consciemment socialiste et par la terreur totale contre tous les adversaires politiques, mais aussi par des réformes et des améliorations effectives en faveur des masses laborieuses de l'Allemagne : maintien et amélioration partielle de la sécurité sociale dans la mesure où cela pouvait s'accorder avec l'augmentation de l'exploitation de la force de travail ; suppression du chômage et réalisation d'un niveau de vie supportable pour les travailleurs ; avantages matériels pour la jeunesse (stades, excursions, visites de théâtres, etc.).

La propagande antifasciste, surtout marxiste, a essayé de bagatelliser ou même de nier ces faits. On peut comprendre que les socialistes étagés et

PROGRAMME MINIMUM D'ACTION des syndicalistes RÉVOLUTIONNAIRES

A l'heure où toutes les centrales syndicales se découvrent lâche revendicative, nous avons estimé nécessaire de rappeler aux travailleurs le programme minimum d'action arrêté à l'unanimité lors de la conférence nationale des 20 et 21 novembre 1948 d'où devait sortir le Cartel national d'Unité d'action syndicaliste. Il est toujours vrai et triste fondamentalement avec ce que proposent tous les fosses du mouvement syndical.

Les délégués présents se déclarent pour :

- 1^e La suppression du blocage des salaires.
- 2^e La suppression de l'impôt sur le revenu provenant des salaires ;
- 3^e Pour une échelle mobile après revalorisation des salaires selon les indices de 1938 ;
- 4^e Pour le retour effectif aux 40 heures sans diminution des salaires basés sur 48 heures ;
- 5^e Pour qu'en cas de chômage partiel des entreprises, il y ait paiement intégral du salaire sur la base de 40 heures de travail ;
- 6^e Pour la suppression des zones de salaires, des primes de rendement, du salaire à la tâche ;
- 7^e Pour la compression de l'éventail des salaires ;
- 8^e Contre l'arbitrage obligatoire ;
- 9^e Pour l'organisation des Comités de Chômeurs sous contrôle syndical ;
- 10^e Pour la garantie du minimum vital aux vieux travailleurs ;
- 11^e Pour l'organisation de l'apprentissage ;
- 12^e Contre la capitalisation ouvrière et contre toute forme d'association du capital et du travail ;
- 13^e Pour la défense des libertés ouvrières, pour le respect du droit de grève, pour toutes les grèves politiques et revendicatives et plus particulièrement pour toute grève à caractère gestionnaire ;
- 14^e Contre toute ingérence politique à l'intérieur des syndicats ;
- 15^e Pour la suppression des crédits militaires et le report de ceux-ci au profit des services d'utilité sociale, pour la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes ;
- 16^e Pour le contrôle des prix par les organisations syndicales. Pour la création de coopératives de production. Pour la création de syndicats de consommateurs et d'usagers des services publics sur le plan communal et de quartiers pour les grands centres ;
- 17^e Pour le contrôle des prix à la production par les travailleurs de l'entreprise ;
- 18^e Pour l'obtention de trois semaines intégrales de congés payés.

Les syndicalistes révolutionnaires déclarent que le triomphe de ces revendications impliquera l'utilisation de toutes les formes d'action directe :

Grèves générales, grèves de réalisation gestionnaire destinées à faire fonctionner les entreprises au seul profit des travailleurs et en particulier, pour toute utilisation de forme d'action directe contre le patronat et l'Etat.

Cette action directe visera à préparer un mouvement d'ensemble de toute la classe ouvrière pour imposer les revendications ci-dessus énumérées.

La notion d'action directe ne doit pas être confondue avec tous les essais, plus ou moins réussis, des agitations partisanes, mais doit être orientée uniquement pour permettre aux travailleurs l'accès à la gestion totale de l'économie.

ENFIN, LA HIÉRARCHIE AVOUE : "Nous sommes contre les ouvriers"

par Fernand ROBERT

Il existe encore des ouvriers qui croient qu'il y a « de bons chefs ». Il existe des ouvriers qui cherchent à acquérir des galons, en prétendant « qu'ils ne sont pas comme les autres ».

La Fédération des Travailleurs du Rail (C.N.T.) a toujours déclaré qu'à partir du moment où il passe « chef », l'ouvrier n'est plus que l'ombre de ce qu'il fut; de prolétariat, il devient larbin, garde-chourisme, flic à la solde des propriétaires.

Aujourd'hui, c'est la Confédération Générale des Cadres elle-même qui confirme l'éclatante façon notre position.

Le cours de son Congrès des 28 et 29 mai 1949, la Confédération Générale des Cadres (C.G.C.) a déclaré :

« Nous ne sommes pas des salariés « ordinaires et nous n'entendons pas nous intégrer dans la cohorte des salariés de toute nature, épousant leurs vues et appuyant leurs revendications, sans souci de nos intérêts propres ou de nos responsabilités fonctionnelles. »

« Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers par leur idéologie souvent dérivée du marxisme et dont le mythe éternel est celui de l'unité ouvrière : front commun des travailleurs unis pour leur émancipation. »

« Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers par leurs revendications de fait. Il cherche en effet à améliorer les conditions d'existence et de travail de la masse, sacrifiant volontiers les droits des meilleurs à la satisfaction des revendications de la foule. »

« Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers par l'exercice d'une autorité qui ne saurait s'accommoder d'un contrôle effectué par nos supérieurs. »

« Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers parce que nous voulons un régime de droits spéciaux pour les cadres et si parfois nous pouvons faire ensemble une partie de la route, nous savons bien qu'à la croisée des chemins, ils choisissent toujours la voie

Le Gérant : J. BOUCHER.

Imp. Cent. du Croissant, 13, r. du Croissant, Paris.

LE DRAPEAU NOIR

Un bataillon de huit cents soldats britanniques casqués, en tenue de campagne et armés de mitrailleuses, a pénétré aujourd'hui, 5 septembre, dans la grande usine d'essence synthétique Ruh-Rhème à Oberhausen, pour protéger l'équipe de démontage contre les ouvriers de l'usine.

Peu avant, ces ouvriers avaient hissé deux grands drapeaux noirs sur la plus haute cheminée des établissements.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :: La terre aux paysans

DANS LE LIVRE

Après le Congrès

Le problème reste entier

par J. BOUCHER

In'y a plus de minorité parisienne mais la Fédération est minoritaire », déclare Bernard, secrétaire des typographes parisiens dans le *Bulletin de la Chambre typographique parisienne* (août-septembre). Cette affirmation appelle des commentaires car elle est à la fois vraie et fausse. Vraie lorsqu'elle s'adresse à la minorité réformiste Bernard-Largentier et si elle prend pour argument comptant les applaudissements saluant l'intervention d'Andanson. Fausse, parce que nombre de staliniens et cryptostaliniens représentaient les sections et parce que laissant supposer qu'en dehors de la minorité Bernard-Largentier il n'y a rien.

Peu avant le Congrès nous avions déterminé ce qu'étaient les opposants à Ehni et consorts. D'une part, la fraction socialisante, groupée autour du fin matos Largentier, fraction essentiellement anticomuniste, très « esprit du Livre », plus près de F.O. que de la C.G.T., etc., sans programme défini. D'autre part, les syndicalistes révolutionnaires, plus nombreux dans le Livre que d'aucuns pourraient le croire.

Il y eut Bordeaux, Bordeaux où les syndicalistes-révolutionnaires, mariés aux réformistes pour la circonstance, purent se rendre compte que le couloir était de rigueur dans tout ménage qui se respecte.

La confusion créée par la Chambre type de vouloir l'autonomie par la bande (ne pas adhérer aux Unions départementales), son opposition, plus de personnes que de méthodes, son manque de vigueur dans l'action bien que le référendum lancé dans les ateliers de la région parisienne pour soutenir le point de vue Largentier-Bernard eût donné une très large majorité aux délégués parisiens, sa capitulation sans conditions après les votes sur le rapport moral présenté par Ehni, montrent que les « vrais » minoritaires auraient dû attaquer sans tenir compte de ce qu'il y avait à droite, à gauche et derrière eux. Eux seuls présentaient quelque chose de positif... et de très populaire dans les ateliers. Pour avoir voulu jouer aux straté-

ges ils se virent étouffer. Une leçon pour l'avenir.

Quant au qualificatif « minoritaire » donné à la Fédération, permet-nous, Bernard de ne pas être du tout d'accord.

Nul vote n'est intervenu SUR le discours d'Andanson. Les faits relatifs par cet étrange majoritaire étaient tellement évidents et typiques que les bons staliniens se turent cois, dans la salle; mais si ce vote-témoin avait eu lieu, avec discipline, ils auraient voté contre, montrant ainsi ce qu'est pour eux le fameux « esprit du Livre » dont ils se gargarisent.

La Fédération, minoritaire? Non, Bernard, et tu le sais bien. Ehni, comme toujours, prendra les positions qu'il jugera bon de prendre

sans que la « Fédération » bouge d'un cadratin. Puis, au congrès de Nice — dans 3 ans — il y aura à nouveau de beaux discours, de belles résolutions, des auto-critiques subtiles, un discours ronflant mais vide du secrétaire général, et le train-train continuera comme si de rien n'était. Par lachete, Bernard.

Nul vote n'est intervenu SUR le discours d'Andanson. Les faits relatifs par cet étrange majoritaire étaient tellement évidents et typiques que les bons staliniens se turent cois, dans la salle; mais si ce vote-témoin avait eu lieu, avec discipline, ils auraient voté contre, montrant ainsi ce qu'est pour eux le fameux « esprit du Livre » dont ils se gargarisent.

En 1938, le typographe travaillant dans le labo gagnait 13,05 francs (tarif reconnu par la Convention collective), soit 2.257 francs pour 173 heures. Pour conserver son

REVUE de la PRESSE syndicale

forme la plus terrible de la dictature des milliardaires des peuples.

Qui sauva tout le monde! Exception faite — peut-être — de la Pologne et de la Finlande... de la Russie elle-même et des Démocraties centrales.

Le Rassemblement Ouvrier (R.P.D.) publie cette mise au point bien digne de gloire étoilé et de sa clique de colts rouillés :

POLICIERS ET PATRIOTES

Une caricature malheureuse publiée la semaine dernière nous confond la police avec la petite clique de dirigeants sectaires qui servent en partisans dociles les politiciens régimes.

Il est évident que pour les permanents fédéraux qui touchent 56.000 francs par mois et même pour les permanents parisiens, salariés à 36.000 francs, la question vitale de la revalorisation du pouvoir d'achat ne se présente pas avec la même acuité que pour le simple type. Il faudrait tout de même savoir si ce dernier va longtemps encore admettre le salaire de misère dont il est affublé. Il faudrait aussi savoir si, sous prétexte d'unité au sein de la Fédération, cela entraîne automatiquement le laisser-aller syndical, le manque de combativité et les ronds de jambe devant les patrons, de la part du syndiqué de base.

Les congés payés sont tous rentés, ou peu s'en faut. La lutte revendicative doit commencer. Non en vase clos — comme dans la presse — mais au grand jour. EN LIEN avec les autres catégories de travailleurs.

En aucune façon les 12 % d'augmentation choisie au Congrès de Bordeaux comme plateforme de lutte ne sauront satisfaire les gars du Livre, car ces malheureux 12 % ne résolvent pas le problème posé plus haut. Bien au contraire. Ils préservent la hiérarchie, l'accentueront même en valeur absolue puisque dominant une augmentation de 2.200 francs au type actuellement à 18.500 et 6.800 au « chef » à 56.000 francs mensuels.

Situation paradoxale, revalorisation à contre sens que ne sauront défendre les vrais « minoritaires ». C'est en grande partie ce qui nous sépare, mon cher Bernard. La faille entre les deux conceptions de lutte revendicative est de taille. C'est celle qui existe entre le programme d'action fédéral et le programme minimum d'action des syndicalistes révolutionnaires du Livre (1).

(1) Voir ce programme dans le no 180 du Libertaire (6 mai 1949).

PICARD.

(1) Nous nous excusons de cette gaucherie.

Lamour est enfant de bohème

Le bureau de la Confédération Générale de l'Agriculture n'est pas content. Mais pas du tout. Il s'élève avec la dernière énergie contre la politique d'importation du gouvernement et menace celui-ci d'une « résistance active » s'il persiste dans cette voie.

Rappelons à cette bonne C.G.A. et à son distingué président, M. Lamour, réclamant aujourd'hui le protectionnisme et la réglementation, qu'leur cheval de bataille était l'antidirigisme et la concurrence sans limite.

Il y a dix ans, la signature du pacte germano-soviétique déchainait tous les amis de la réaction sociale du monde entier.

Nous savons aujourd'hui que cet acte de l'Union soviétique fut un acte de grande clairvoyance politique qui sauva le monde du fascisme, cette

fois entre la guerre et la paix.

Après ce splendide pavé dans la mare aux grenouilles, on voudrait savoir ce que pensent les adhérents de la C.G.T., de la C.F.T.C., de F.O., qui, toutes, ont leurs syndicats de Cadres ! Comment les syndiqués de base peuvent-ils cohabiter avec ceux qui disposent d'eux selon leur bon vouloir ?

Les Cadres ne sont jamais que les chiens du patronat. Non seulement les ouvriers doivent se défendre contre eux, mais ils doivent les attaquer.

La hiérarchie se démasque et nous rend ainsi un fier service.

Il restait encore des dupes. Espérons que les aveugles plus ou moins volontaires se rendront à l'évidence : la hiérarchie se fout de nous !

Les cheminots, particulièrement, sauront ce qu'ils ont à attendre de cette graine de flibustiers embusqués derrière le paravent des règlements... et de leur insatiable soif.

Ces braves gaffeurs font partie de l'armée des Soulard, des Grimault, des Girette et Cie, qui, cette année, ont reçu quelques volées de bois vert, administrées précisément par des syndiqués de la base.

Regardez-la bien, la hiérarchie qui est-sacrifiée et répondez : « Si les ouvriers ne travaillaient pas, pourraient-ils vivre ? »

Dans notre monde moderne, la hiérarchie est comme la grenouille de la fable : elle enfile tellement qu'elle en crèvera. Et ce jour sera pour le prolétariat un nouveau 14 juillet.

Quant au clergé polonais, l'intransigeance du Vatican semble l'avoir mis plutôt dans une fâcheuse posture. Cela n'a pas lieu, en Pologne, de se plaindre du régime dont il bénéficie sous le régime de la démocratie populaire. Les dirigeants catholiques de ce peuple dont la piété égale celle des Italiens ou des Espagnols. LES BIENS DE L'ÉGLISE SONT EXEMPTS DU PARTAGE. QU'IMPLIQUE LA REFORME AGRICOLE LA LOI GARANTIT LA LIBERTÉ DE CULTE COMME CELLE DE LA PENSÉE. LE GOUVERNEMENT ACCORDÉ DES SUBVENTIONS IMPORTANTES À LA RECONSTRUCTION DES ÉGLISES. PAR SURCROIT, L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX EST OBLIGATOIRE DANS LES ÉCOLES...

Vous avez bien lu, vous communistes, vous libres-penseurs, vous les « républicains » intrépides : en démocratie populaire polonaise, L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX EST OBLIGATOIRE DANS LES ÉCOLES.

Vous avez bien lu, vous communistes, vous libres-penseurs, vous les « républicains » intrépides : en démocratie populaire polonaise, L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX EST OBLIGATOIRE DANS LES ÉCOLES.

Quand à Edith Piaf, dans ce même

Peuple, ORGANE OFFICIEL DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL et de la Fédération mondiale du Travail en France, voilà ce qu'elle admire en Pologne :

pouvoir d'achat de 1938, ce même type parisien devrait toucher aujourd'hui 13,05 × 173 × 19, soit 42.902 francs (19 étant l'indice du coût de la vie par rapport à 1938, déterminé par la Préfecture de police).

Or le type parisien gagne très exactement 18.597 fr. 50 (107,5 × 173).

L'écart existant entre les deux sommes, 42.902 fr. et 18.597 fr., montre où en est réduit le producteur du Livre et la dégringolade d'un métier pratiqué par des ouvriers pourtant hautement qualifiés.

Le problème des salaires et des prix se présente donc d'une façon cruciale dans le Livre comme dans les autres branches de l'industrie. Plus encore peut-être si l'on songe à la renommée (quelque peu factice) de cette fraction de travailleurs « toujours à l'avant-garde de la lutte sociale ». Les responsabilités d'une telle dégringolade des salaires et d'un tel écart entre les pouvoirs d'achat de 1938 et de 1949 sont multiples. Elles tiennent, certes, à l'apathie générale des syndiqués mais aussi à l'incapacité, aux palinodies et aux compromis de ceux qui étaient chargés de veiller avec vigilance sur la marche générale de la Fédération. Juste rançon de l'appartenance à une C.G.T. sous les ordres d'un Croizat, d'un Frachon et tutti quanti au moment où il eût fallu avoir des Griffueilles et des Pouget.

Il est évident que pour les permanents fédéraux qui touchent 56.000 francs par mois et même pour les permanents parisiens, salariés à 36.000 francs, la question vitale de la revalorisation du pouvoir d'achat ne se présente pas avec la même acuité que pour le simple type. Il faudrait tout de même savoir si ce dernier va longtemps encore admettre le salaire de misère dont il est affublé. Il faudrait aussi savoir si, sous prétexte d'unité au sein de la Fédération, cela entraîne automatiquement le laisser-aller syndical, le manque de combativité et les ronds de jambe devant les patrons, de la part du syndiqué de base.

Les congés payés sont tous rentés, ou peu s'en faut. La lutte revendicative doit commencer. Non en vase clos — comme dans la presse — mais au grand jour. EN LIEN avec les autres catégories de travailleurs.

En aucune façon les 12 % d'augmentation choisie au Congrès de Bordeaux comme plateforme de lutte ne sauront satisfaire les gars du Livre, car ces malheureux 12 % ne résolvent pas le problème posé plus haut. Bien au contraire. Ils préservent la hiérarchie, l'accentueront